

Un seul Etat en Palestine : Problème de judaïsation ou de l'existence d' »Israël « ?

le 24/9/2013 11:44:13 (251 lectures)

La promotion d'une solution à un seul Etat en Palestine où ex-colonisés arabes et anciens colons juifs cohabiteraient et se partageraient le pouvoir selon le modèle en vigueur en Afrique du Sud, n'est qu'une nouvelle tentative de demander la capitulation des Palestiniens, d'exiger qu'ils renoncent au droit historique d'une Palestine arabe, qu'ils abandonnent la lutte armée et l'objectif de libérer leur terre. C'est ce que démontre clairement Ibrahim Alloush dans son article :

Un seul Etat en Palestine : Problème de judaïsation ou de l'existence d' »Israël « ?

Le discours contre la « *judaïsation d'Israël* » se concentre sur deux voies : la voie futile de la négociation et la voie ferme de la résistance.



Certains partent du rejet de la judaïsation d'Israël pour finir par défendre la position d'un Etat pour tous ses citoyens, ou un Etat binational, et considèrent que cette solution est une riposte aux revendications d'identité juive pure de l'Etat d'Israël. Cette voie mène à :

1. Nier l'identité arabe de la Palestine pour considérer qu'elle appartient à tous ses citoyens, y compris à ses envahisseurs, ou à reconnaître une identité partagée juive et arabe.

2. Exiger de cohabiter avec l'envahisseur dans le cadre des droits du citoyen, qui remplacent la stratégie principale de libération par une lutte contre la discrimination raciale.

3. Adopter des moyens pacifiques de lutte en s'alliant aux « juifs progressistes ». Amen !

Ils considèrent que le projet d'un seul Etat est plus « réaliste » que celui de territoires palestiniens éparpillés qui occupent la superficie équivalente à celle des frontières de 67, c'est-à-dire les 6.200 km² dont parle Mahmoud Abbas. Les partisans d'un Etat unique fournissent des arguments sur la non-viabilité de l'Etat palestinien : ils soutiennent que la construction du gigantesque mur raciste a rendu ce projet caduque, qu'il est impossible d'établir un Etat sur des cantons dispersés, que les Israéliens ont peur que l'Etat palestinien souhaité ne se transforme en une base contre, etc. La vérité est que les deux projets, celui des cantons et celui d'un seul Etat, se rejoignent dans le fait qu'il faut cohabiter avec les juifs en Palestine, qu'il faut renoncer au droit historique d'une Palestine arabe et qu'il faut abandonner la lutte armée et l'objectif de libérer la terre. Partant de ce point de vue, la différence entre les deux projets est la même qu'entre le Parti travailliste et le Likud dans l'entité sioniste, ou entre le parti républicain et le parti démocrate aux Etats-Unis. Donc ce qui est important dans les deux projets, c'est qu'ils émergent en opposition à la voie de la résistance, à la libération de la terre et à son caractère arabe. En fait, les deux passent par l'annulation des trois articles les plus importants de la Charte nationale palestinienne, avant sa révision, qui proclament que la Palestine est arabe, que la lutte doit être armée, et le sixième point de la Charte qui ne reconnaît pas comme Palestiniens les juifs qui sont arrivés en Palestine après la mise en oeuvre du projet sioniste. Ce dernier article est souvent omis même par ceux qui sont attachés à la Charte nationale palestinienne non modifiée. Il nie aux juifs qui sont arrivés en Palestine après la mise en œuvre du projet sioniste, le droit de s'y installer. Ce qui est bien sûr la position naturelle que l'on attend de n'importe quel pays vis-à-vis de ses envahisseurs.

Au contraire, ceux qui rejettent la judaïsation d'Israël en se basant sur le caractère arabe de la Palestine commencent par nier le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat occupant et société coloniale, avant d'entrer dans le labyrinthe de la judaïsation qui cherche à nous entraîner avec force dans le

système politique israélien pour tenter de le rendre moins raciste. La judaïsation de l'Etat est le résultat d'une politique de normalisation qui proclame que le problème réside dans le caractère juif de l'Etat et non dans l'existence même de l'Etat dont nous traitons ici de l'identité.

Dans les cas extrêmes, nous trouvons des partisans d'un Israël unique, démocratique et non raciste qui considèrent que les islamistes sont l'équivalent arabe palestinien des rabbins juifs, de sorte que la question nationale palestinienne se transforme en un problème de séparation des pouvoirs entre la religion et l'Etat en Israël et en la question de savoir comment réduire le racisme, pacifiquement, bien sûr, selon l'exemple sud-africain qui, d'autre part, s'applique à la cause palestinienne dans la même mesure que la méthode du Mahatma Gandhi est applicable à l'Irak. Plus de la moitié des Sud-Africains n'étaient pas réfugiés en dehors de leur pays. L'Afrique du Sud a adopté une attitude plus humanitaire que celle, culturelle, dont on débat avec force depuis la fin du XIXème siècle, à savoir l'identité arabe ou de l'Ancien Testament de notre pays.

Il est évident que ceux qui adoptent la formule d'un seul Etat renoncent au caractère arabe de la Palestine et s'inscrivent dans un projet qui, de fait, situe la Palestine dans quelque lieu de l'espace, entre Saturne et Mercure, comme si elle ne faisait pas partie de la nation arabe et du monde islamique.

L'idée d'un seul Etat tire son sens et sa force morale du dernier cri dans le monde à la mode de la mondialisation et la tendance impérialiste au niveau mondial qui sponsorisent les slogans des droits de l'homme et le pluralisme politique pour dissimuler la dissolution des identités et surmonter les obstacles nationaux que les multinationales rencontrent sur leur chemin. Ce projet n'a aucun sens en Palestine, où l'impérialisme mondial soutient pleinement le projet sioniste

Cela n'est pas en contradiction avec la dimension politique, face aux aspects idéologiques et religieux, de l'expression judaïsation d'Israël. L'entité sioniste veut désigner un négociateur avec l'Autorité nationale palestinienne (ANP) et les régimes arabes qui impose ses conditions à l'avance pour que les gens se fassent à l'idée du transfert, à savoir

l'expulsion des Palestiniens de 48, que ce soit par la force quand c'est possible, que ce soit en les intégrant aux cantons de l'Etat palestinien morcelé. Ils essaient de fermer la voie à toute discussion sur le droit au retour, le retirer de la table des négociations et réduire les coûts qu'ils devront affronter avant tout accord pour minime qu'il soit. Ainsi le résultat négocié ne peut être que ridicule, il ne peut pas conduire à un résultat négocié digne avec l'ennemi sioniste. Les droits s'obtiennent par la lutte et le droit au retour est lié à la libération. Le plus triste est que l'entité sioniste rallie tout le monde pour négocier sur sa dernière exigence de judaïser Israël parce qu'on a cessé de poser la question de son existence.

Par Ibrahim Alloush

Source : Free Arab Voice

Traduction : MR pour ISM

Cette version est une traduction de l'article en l'espagnol, traduit de l'arabe par Antonio Martinez Castro pour Rebelión.

L'article original en arabe est à ce lien :

<http://www.freearabvoice.org/arabi/maqalat/yahodeyyetAlDawlaAmWjodoha.htm>